

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distribution  
GENERALE

E/CN.12/220  
1 juin 1951  
FRANÇAIS  
ORIGINAL: ESPAGNOL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AMERIQUE LATINE  
Quatrième session  
Point 13 de l'ordre du jour

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DES PRIORITES

Rapport soumis par le Secrétaire exécutif à la quatrième  
session de la Commission économique pour l'Amérique  
latine sur l'état d'avancement des travaux

On trouvera ci-après le texte du discours prononcé par le Secrétaire exécutif à la trente-sixième réunion plénière de la Commission économique pour l'Amérique latine, tenue le 29 mai 1951. Ce discours représente le Rapport du Secrétaire exécutif sur l'état d'avancement des travaux de la Commission et leur ordre de priorité.

/DISCOURS  
E/CN.12/220

DISCOURS PRONONCÉ PAR M. RAUL PREBISCH DURANT LA QUATRIÈME  
SESSION DE LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE,  
TENUE À MEXICO LE 29 MAI 1951.

M. Le Président,

MM. Les Représentants,

C'est aujourd'hui la première fois que j'ai l'honneur de m'adresser à vous en tant que fonctionnaire directement responsable de la réalisation du programme de travail que la Commission économique pour l'Amérique latine a confié à ses organes exécutifs.

Nous avons un mandat très large; nous avons fourni un travail considérable, sans arriver, pour autant, à exécuter toutes les résolutions qui ont été adoptées durant les trois sessions antérieures. Nos activités couvrent sans aucun doute un champ immense; cela, nous donne l'avantage de vues générales, mais nous fait aussi courir le risque de trop nous disperser, au détriment de la substance même de nos travaux. Si nous nous étions limités davantage, si nous avions eu plus de temps, nous aurions pu être plus précis et mieux condenser le contenu des documents présentés. C'est pourquoi j'estime qu'une limitation prudente de nos tâches à un certain nombre d'objectifs primordiaux contribuera à la plus grande efficacité de notre organisation.

1. Le développement économique et les travaux de la CEPAL.

L'un de ces objectifs est l'examen des problèmes que pose le développement économique de l'Amérique latine. L'importance que l'on attribue, à juste raison, à ces problèmes, est telle que, durant la dernière réunion de Montévideo, la Commission, en décidant de faire

/continuer les

continuer les études antérieures a recommandé de consacrer une attention spéciale aux problèmes que pose le développement économique.

Je voudrais donc vous exposer tout d'abord comment nous avons tenté de mettre en oeuvre cette recommandation.

En premier lieu, comment la documentation que nous vous soumettons s'attache-t-elle à la tâche que nous a confiée la Commission? Nos documents principaux appartiennent à deux catégories d'une part, ceux qui, tels "L'Etude économique" ou le "Rapport concernant les discussions du programme de défense des Etats-Unis sur l'Amérique latine", - traitent des tendances et des faits récents; d'autre part, des rapports de plus grande portée qui étudient, sous une forme ou sous une autre, les divers problèmes du développement économique.

Nous avons présenté à cette session une étude économique qui diffère de celle de l'an dernier en ce qu'elle est consacré exclusivement à l'analyse des tendances et des faits récents de l'économie des pays de l'Amérique latine. Si nous avons toujours essayé d'en dégager la signification pour l'économie de chaque pays, les problèmes que pose le développement économique sont étudiés dans des documents distincts, afin d'aboutir à des exposés plus méthodiques et plus clairs. J'espère que la Commission consentira à ce que cette méthode soit suivie dans l'avenir.

Dans les rapports traitant du développement économique, nous avons continué l'étude par pays qui avaient reçu l'approbation de la Commission aux sessions précédentes. Il s'agit d'y établir, avec clarté, les problèmes structureaux de chaque pays, la manière dont ils

/se posent, leurs

se posent, leurs termes, leur signification, les conditions spécifiques et les tendances du développement économique de chacun des pays considérés ainsi que le rythme de ce développement.

D'autre part, nous avons également, continué en ce qui concerne le développement économique, les travaux d'interprétation qui, présentés pour la première fois à la session de la Havane, y reçurent l'approbation de la Commission. Le principal d'entre eux a trait aux problèmes théoriques et pratiques du développement économique. Parmi ces problèmes nous avons accordé cette année une grande importance à celui de la productivité lequel s'il a déjà été amplement traité dans les livres et publications relatifs aux grands pays industriels, n'a pas encore retenu suffisamment l'attention des pays d'Amérique latine. Nous demandons donc aux représentants de bien vouloir accueillir avec indulgence certaines des considérations que nous avons exposées à ce sujet; leur but est de préciser les vues de cette Commission et celles du groupe d'économistes latino-américains qui suit si attentivement nos travaux. Ce travail est consacré au problème de la productivité, sans préjudice des autres problèmes qui se posent.

Le Secrétariat a consacré un temps et des efforts considérables à son enquête sur la productivité de l'industrie textile en Amérique latine; voici bientôt deux ans que cette enquête se poursuit avec entrain. Je considère que ce travail, avec toutes ses imperfections, constitue le premier essai sérieux qui ait été fait pour étudier un problème du plus grand intérêt. Vous y verrez tous les aspects importants que revêt ce problème en

/Amérique latine,

Amérique latine, et comment la productivité dans ces pays ne dépend point seulement d'un investissement de capitalux, mais encore d'une meilleure administration et d'une meilleure organisation; il y a même des pays où l'accroissement de la production obtenu grâce à une meilleure organisation du travail serait plus élevé que celui que donneraient de nouveaux investissements.

Le rapport sur la croissance économique, que j'ai mentionné tout à l'heure, n'est pas encore complet. Faute de temps, nous n'avons pu terminer plusieurs chapitres qui doivent étudier un problème capital pour nos pays; celui de l'inflation et du développement économique. Ce chapitre s'accompagnera d'une interprétation théorique du processus d'investissement et d'épargne dans nos pays, laquelle contribuera, nous l'espérons, à nous débarrasser de concepts théoriques qui nous ont empêchés d'interpréter clairement les phénomènes qui sont propres à l'Amérique latine. Enfin, l'étude de la croissance économique se termine par un examen encore très général des éléments qui sont indispensables dans tout programme de développement. Nous partons de cette considération essentielle que la croissance régulière et ordonnée, de nos économies exige l'établissement d'un programme portant sur tous les investissements et tenant compte de tous les effets qu'ils peuvent avoir sur l'ensemble de l'économie. Tout ce rapport constitue, en quelque sorte, une discussion préliminaire d'un problème qui retient chaque jour davantage l'attention des gouvernements des pays d'Amérique latine et que la Banque internationale a placé parmi

/ces principaux

ces principaux sujets d'étude. A ce propos, je puis vous révéler que la Banque internationale annoncera officiellement aujourd'hui l'ouverture sous les auspices de la Banque et du Secrétariat de la Commission, d'un cycle d'études qui se tiendra au siège de la Banque à Washington à la fin de la présente session, et qui aura pour objet d'analyser le contenu d'un programme de développement économique et de faciliter les échanges de vues entre les experts, afin de présenter les conclusions de ces travaux de la manière la plus pratique possible. Je suis heureux de pouvoir annoncer cette nouvelle, parce qu'indépendamment de la valeur intrinsèque de cette entreprise, elle est une preuve éloquente de l'esprit de coopération qui se manifeste chaque jour davantage entre notre Secrétariat et les autres institutions des Nations Unies.

## 2. Problèmes causés par l'accumulation des devises

Passant maintenant aux rapports relatifs à l'évolution actuelle de l'économie latino-américaine je dois mentionner qu'outre de l'étude générale, nous avons présenté un rapport concernant les effets du programme de défense des Etats-Unis sur le commerce des pays d'Amérique latine. On estime que les exportations de biens d'investissement des Etats-Unis vont diminuer sensiblement pendant le reste de l'année en cours, et qu'elles seront l'année prochaine inférieures de vingt pour cent au moins à ce qu'elles étaient avant les événements de Corée.

Il s'agit là, toutefois, d'un phénomène transitoire, pour autant qu'on puisse le prévoir. En fait, on estime que si la tendance

/actuelle de la

actuelle de la production des Etats-Unis se maintient, et si aucune modification fondamentale ne se produit dans le programme de défense, les exportations de biens d'investissement pourraient atteindre à nouveau, en 1953, leur niveau d'avant les événements de Corée.

C'est là une perspective encourageante, mais en attendant, les demandes de biens d'investissements continueront à s'accumuler sans être satisfaites, et les réserves de devises des pays d'Amérique latine vont s'accroître d'une manière constante.

Je voudrais présenter quelques remarques sur les problèmes qui découlent de ce fait. En premier lieu, nous ignorons dans quelle mesure ces devises accumulées pourront être employées à l'avenir à l'achat de biens d'investissement, de biens d'équipement et de biens de consommation essentiels, du fait que nous ne savons pas dans quelle mesure les prix augmenteraient sur les grands marchés d'exportation. En second lieu, l'accumulation de devises entraînera une augmentation de la pression inflationniste à laquelle sont exposés la plupart des pays d'Amérique latine. C'est là un domaine dans lequel la coopération des fonctionnaires du Fonds monétaire international et du Secrétariat de la Commission pourrait donner d'excellents résultats, en suggérant aux divers pays les mesures les plus propres à contenir la pression inflationniste.

En troisième lieu, chacun sait que les difficultés qu'éprouvent les grandes puissances dans le domaine des exportations n'affectent pas tous les articles d'une manière uniforme; c'est ainsi que l'exportation de certains biens de consommation pourra se

/poursuivre sur une

poursuivre sur une grande échelle, si l'Amérique latine n'adopte pas une politique prévoyante, il est à craindre que les devises ne soient employées à l'achat immodéré de ces biens, au détriment des acquisitions ultérieures de biens d'investissement lorsque ceux-ci redeviendront disponibles. Il ya donc lieu d'étudier les meilleurs moyens d'éviter un tel état de choses, qui porterait un grave préjudice à l'équipement des pays d'Amérique latine.

L'accumulation des devises se produit aussi bien dans les relations commerciales des pays d'Amérique latine et avec les Etats-Unis que dans les échanges de ces pays avec l'Europe. Dans ce dernier cas, toutefois, le problème risque de présenter certains aspects qui devraient faire l'objet de mesures préventives. Les études auxquelles nous avons procédé en collaboration avec la Commission économique pour l'Europe et avec la FAO, et qui ont été présentées à cette Commission, nous montrent qu'étant donné les tendances des échanges commerciaux entre les pays d'Europe et ceux de l'Amérique latine, ces derniers vont se trouver en présence d'une situation analogue à celle qui s'était produite après la deuxième guerre mondiale c'est-à-dire que leur balance commerciale présentera probablement un solde créditeur. Ici s'arrête, cependant, l'analogie avec l'après guerre; en effet, tandis qu'alors la reconstruction de l'Europe avait permis d'obtenir des quantités croissantes de biens d'investissement, c'est exactement le contraire qui se produira désormais. Ainsi donc, les pays d'Amérique latine se trouveront dans l'impossibilité d'utiliser une partie des devises /qu'ils se seront



qu'ils se seront procurées dans leurs échanges avec l'Europe. En outre, ces devises ne sont pas facilement convertibles, et par la force des choses, on verra se développer la pratique des accords bilatéraux de compensation.

Conformément aux recommandations antérieures de la Commission, l'attention du Secrétariat s'est portée sur ces accords, qui sont devenus de pratique courante durant l'après-guerre. C'est ainsi que nous avons suivi avec le plus grand intérêt l'établissement de l'Union européenne de paiements et ses repercussions sur l'économie de l'Amérique latine. Comme on le sait, la création de l'Union de paiements a mis fin au bilatéralisme entre les pays qui en font partie, tandis que ces mêmes pays pratiquent une politique de bilatéralisme de plus en plus étroite à l'égard des pays de l'Amérique latine. Les événements de Corée ont posé des problèmes qu'il faut résoudre d'urgence, tandis que les possibilités que l'Union européenne de paiements pouvait offrir aux pays d'Amérique latine ont passé momentanément, au second plan. Parmi ces problèmes urgents, le plus important est celui, déjà mentionné, que pose l'accumulation des devises européennes dans les pays d'Amérique latine. Cette accumulation représente un octroi de crédits à l'Europe, et nous ignorons sous quelle forme et dans quelle mesure il sera possible de liquider ces soldes créditeurs par l'acquisition de biens d'investissement et d'autres articles de première nécessité. Ce problème a été abordé dans le rapport relatif aux échanges avec l'Europe; on y propose d'étudier s'il serait

/possible de conclure

possible de conclure des accords qui fixeraient un rapport stable entre les prix auxquels les pays d'Amérique latine vendent leurs produits aux pays européens et les prix des biens d'investissement que les pays d'Amérique latine pourront se procurer à l'avenir, au moyen des soldes de devises inconvertibles dont ils disposeront.

Une solution de cette nature faciliterait également la mise en oeuvre de certaines mesures qui pourraient être prises pour éponger, dans les pays d'Amérique latine, l'excédent monétaire provenant de l'accumulation des devises. Pendant la dernière guerre, certains pays d'Amérique latine ont essayé d'émettre des titres à cet effet, mais l'intérêt manifesté par le public n'a pas été suffisant pour qu'une telle mesure put contribuer efficacement à réduire la pression inflationniste. Il est indubitable que si des titres de cette nature pouvaient, à l'avenir, donner à leurs possesseurs le droit d'acquérir des biens d'investissement à des prix stables, leur placement en serait considérablement facilité et pourrait devenir un moyen efficace de lutter contre l'inflation.

### 3. Commerce extérieur et développement économique.

Quant au rapport sur les échanges avec l'Europe, il met en évidence la nature des relations que la Commission économique pour l'Amérique latine a établies avec la Commission économique pour l'Europe et avec la FAO, ainsi qu'avec le Fonds monétaire international lesquels ont collaboré efficacement à l'établissement de ce document. On y a étudié les facteurs qui ont affecté dans le passé le développement des relations commerciales entre l'Amérique latine et l'Europe, ainsi que les influences de l'heure

actuelle; les observations qui y sont exposées quant aux tendances futures ne manqueront pas d'intéresser les délégations. Depuis la fin de la guerre, l'économie européenne s'est développée très rapidement et elle est capable de maintenir à l'avenir un taux d'accroissement très élevé qui contraste avec la stagnation qui a suivi l'année 1930. Un tel état de choses laisse bien présager des relations commerciales entre l'Europe et l'Amérique latine, de même que la conclusion d'un autre rapport, qui a trait à la capacité d'absorption des Etats-Unis pour les produits d'Amérique latine, et que nous avons également présenté à cette Conférence, en exécution d'une résolution de la session de Montevideo.

D'un autre point de vue, ces rapports confirment les conclusions auxquelles ont abouti nos études précédentes touchant le rôle du commerce extérieur dans le développement des pays d'Amérique latine. Même dans l'hypothèse la plus optimiste, il est évident que c'est avant tout de l'intérieur que le développement économique de ces pays devra être encouragé. Bien entendu, les encouragements intérieurs auront d'autant plus d'effet que le volume des exportations, et partant la possibilité d'importer des biens d'investissements, seront plus considérables.

La nécessité inéluctable de modifier la composition des importations est un corollaire du développement économique. Nous avons donc repris cette question dans les rapports de cette année. Il est possible de distinguer plusieurs phases dans cette modification de la composition des importations. On pourrait même voir une loi économique dans ce process. Certains /pays,

pays, comme le Mexique, le Brésil et l'Argentine ont déjà franchi la première étape; ils ont, par exemple, presque complètement renoncé à importer des produits textiles, grâce au développement de leur production intérieure. Dans les autres pays, au contraire cette évolution ne fait que commencer. C'est ainsi que Cuba vient de conclure avec les Etats-Unis un accord aux termes duquel Cuba élève les droits de douanes sur les textiles importés afin d'encourager la production nationale et de permettre ainsi l'utilisation d'éléments de production qu'il n'aurait pas été possible d'employer pour les exportations. On peut raisonnablement supposer que la réduction des importations de tissus ainsi réalisée sera compensée par l'accroissement d'autres importations; cet accroissement sera peut-être même plus considérable que la réduction des importations, comme on l'a vu dans d'autres pays.

Il est évident que la réduction inévitable des importations de biens d'équipement dans les pays d'Amérique latine ralentira pendant quelque temps la cadence de leur développement. Il y aurait lieu, en attendant, de consacrer toute l'attention nécessaire à l'établissement de programmes de développement qui, même s'ils peuvent être mis en oeuvre dès maintenant, ne pourront prendre toute leur importance que lorsqu'il sera possible d'augmenter ces importations de biens d'équipement. Dans l'intervalle, on pourra étudier une série de problèmes qui sont étroitement liés à la question du développement économique, et préparer de la sorte le terrain pour la mise en oeuvre

/ultérieures

ultérieures des programmes. Parmi ces problèmes, celui de la politique monétaire et financière présente une importance indéniable.

#### 4. Politique monétaire et financière et développement économique.

L'Amérique latine n'a pas encore fixé les règles d'une saine politique financière qui s'inspire des exigences du développement économique. Il existe, il est vrai, une série de recommandations qui ont trait aux mesures à ne pas prendre en matière de monnaie et de crédit; et qui constituent en quelque sorte une politique négative. Mais cette politique, loin de répondre aux besoins du développement économique, est souvent incompatible avec ce développement.

On comprend fort bien qu'une telle politique négative ait prévalu à cette époque révolue de croissance vers l'extérieur, durant laquelle le développement de nos pays provenait en grande partie de facteurs extérieurs. Les stimulants du développement venaient alors de l'extérieur et la politique monétaire devait, par des limitations et des restrictions, permettre la meilleure adaptation possible de l'économie intérieure à l'économie internationale.

Mais aujourd'hui le développement dépend au premier chef des encouragements intérieurs de chaque pays, et il est absolument indispensable de transformer cette politique négative en une politique positive qui concilie la stabilité monétaire avec la nécessité d'atténuer les fluctuations cycliques et de donner un puissant élan au développement économique.

J'éviterai le lieu commun qui consiste à s'élever contre l'inflation, bien que je sois convaincu de la gravité des maux qu'elle entraîne. Je m'en abstiendrai parce que je crois que nous  
/sommes,

sommes, là encore, dans le domaine de la politique restrictive, de la politique négative. Il ne suffit pas de conseiller à un pays de réduire ses investissements afin de rétablir sa stabilité monétaire. Pour qu'une politique de lutte contre l'inflation puisse mériter l'appui et l'intérêt actif de ceux qui seront chargés de l'appliquer dans le pays latino-américains, il faut qu'elle s'accompagne de recommandations qui permettent d'accélérer la cadence des investissements sans empêcher l'exploitation, le cas échéant, de certaines possibilités de développement.

Les économistes du Fonds monétaire international, qui ont acquis une telle expérience des questions touchant l'Amérique latine, fourniraient une aide précieuse à ces pays s'ils pouvaient ainsi poser les fondements d'une politique monétaire qui s'inspire des exigences du développement économique.

La politique fiscale est étroitement liée à cette question, et là encore, nous manquons d'une étude des régimes fiscaux latino-américains considérés, sous l'angle du développement économique. Je ne répèterai pas ici les observations qui ont été présentées à ce sujet dans l'un des rapports soumis à la Commission. Je me contenterai d'y ajouter que si la Commission recommande qu'il soit procédé à une telle étude, nous espérons que la Division des finances publiques du Département des questions économiques des Nations Unies, dont la collaboration nous est si précieuse, participera activement à son élaboration.

##### 5. L'adaptation de la technique des grands pays industriels.

/En raison

En raison des considérations que je viens de signaler, et d'autres dont je ne veux pas alourdir mon exposé, il semble nécessaire d'entreprendre une révision énergique des idées et des principes qui doivent guider une politique efficace de développement. En dernière analyse, le développement économique revient d'une part à diffuser les techniques modernes de production parmi les trente millions de personnes actives de l'Amérique latine qui travaillent selon des techniques rudimentaires avec un faible rendement, et d'autre part à améliorer simultanément la productivité du reste de la population active soit vingt-trois millions de travailleurs. Il y a une forte disproportion entre l'immense capital nécessaire et les possibilités de réunir ce capital. C'est pour cette raison que nous nous demandons dans l'Etude sur le développement économique, si le simple transfert dans les pays les moins développés de la technique des pays plus développés peut se justifier sans un travail préalable d'adaptation. Une bonne partie des investissements en biens d'équipement qui s'effectuent dans les pays plus développés, et particulièrement aux Etats-Unis, ont pour but d'économiser la main d'oeuvre. Il est possible que dans les pays qui, comme les pays d'Amérique latine, possèdent généralement un abondance relative de main d'oeuvre et une pénurie de relative de capitaux, il soit préférable en revanche d'employer un matériel qui représente une proportion moindre d'investissements à cet effet, et une proportion supérieure d'investissements tendant à accroître la productivité par unité de capital.

Ce problème technique est une autre de ces questions fondamentales qu'il importe d'envisager par rapport à la phase actuelle du

/développement

développement économique. Il s'agit donc d'un problème qui a été très peu étudié en Amérique latine, peut-être pour la même raison que celle qui fait que les problèmes du développement commencent seulement à faire l'objet d'un examen systématique.

Je me permets par conséquent de soumettre aux délégations la suggestion suivante: on pourrait désigner un petit groupe d'experts qui seraient chargés d'étudier les modalités selon lesquelles pourrait s'effectuer l'adaptation des techniques de production, sous leurs diverses formes, à la structure de nos pays et aux conditions qui leur sont particulières. Ces experts devraient émettre leur avis quant à la possibilité d'utiliser les fonds considérables de connaissances scientifiques et techniques accumulés dans les grands centres industriels afin d'en tirer de nouvelles formes techniques applicables à nos pays.

Ces experts pourraient en outre donner des avis à la Commission quant à la meilleure manière d'organiser les enquêtes techniques en Amérique latine, aussi bien dans le domaine de l'agriculture et de l'industrie, que dans celui des autres secteurs de l'économie; ils pourraient également conseiller la Commission sur les moyens d'entreprendre la formation de spécialistes chargés de coopérer à la diffusion et à la mise en oeuvre, sur le plan pratique, des nouvelles techniques de la production. Bien peu de chose a été accompli jusqu'ici dans ce domaine en Amérique latine, par rapport à l'immensité des besoins, et c'est pour cette raison que les solutions apportées à ces problèmes seraient de la plus grande importance pour

/le but essentiel



le but essentiel que se propose la Commission.

C'est là un domaine dans lequel nous autres économistes devons agir avec la plus grande circonspection et nous en tenir à définir un problème qu'il appartient à d'autres de résoudre. En revanche, il existe un autre domaine qui est de notre ressort, et sur lequel on nous permettra de présenter également quelques observations.

6. Formation d'économistes spécialisés dans la préparation des programmes de développement économique.

Nous avons déjà parlé des programmes de développement économique.

Les pays de l'Amérique latine se rendent compte, chaque jour davantage, de la nécessité d'établir de tels programmes. Ils ne disposent malheureusement que d'un très petit nombre d'économistes qui puissent travailler à leur élaboration ou à leur mise à exécution, et ces quelque hommes sont eux-mêmes généralement fort absorbés par d'autres tâches plus urgentes. D'autre part, il y a très peu d'économistes étrangers qui, ayant l'expérience de l'Amérique latine, possèdent en même temps une conception claire du processus économique de ces pays. Quant aux jeunes gens d'Amérique latine qui sortent des plus grandes universités étrangères, ils reviennent dans leur pays avec un riche bagage de connaissances scientifiques qui, si elles répondent à la situation réelle des grandes nations, ne suffisent pas toujours à interpréter notre réalité propre. Prétendre, par exemple, appliquer ici les méthodes d'analyse de Keynes ou interpréter notre développement économique à travers la théorie de Schumpeter, c'est s'exposer à des erreurs théoriques dont les conséquences pourraient être sérieuses sur l'économie pratique. Dans ce domaine également, il faut une

/adaptation

adaptation judicieuse des théories appliquées ailleurs. Je ne parle pas de la préparation élémentaire des économistes, mais plutôt de la formation d'un groupe choisi d'économistes qui pourraient étudier les problèmes du développement et participer notamment à l'élaboration et à la mise à exécution des programmes de développement. Dans l'étude citée, je me suis permis de formuler quelques suggestions à ce sujet; j'espère que les représentants voudront bien leur accorder leur bienveillante attention. Approuver cette idée reviendrait à bien définir l'un des buts primordiaux que la Commission a assignés à son organe exécutif, par des résolutions successives, et qui est d'analyser et d'interpréter les problèmes du développement économique, d'examiner les programmes, de participer à leur élaboration, si les gouvernements le lui demandent, et de contribuer à former des économistes qui s'occuperaient de cet aspect de l'action économique.

Pour mener à bien cette mission d'importance il faudrait à l'organe exécutif de la Commission, des ressources supérieures à celles dont il dispose actuellement. Pour satisfaire à ce besoin j'envisage pour l'an prochain un budget qui se rapproche de celui de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.

J'espère que si ce budget est approuvé, notre Commission pourra développer et réaliser avec plus d'efficacité, le programme de travaux qu'elle s'est tracé.

7. Projet d'établir un bureau auxiliaire de la CEPAL au Mexique.

Je voudrais également dire quelques mots sur un autre aspect de cette question. J'estime qu'il a été très indiqué de choisir la

ville de Santiago du Chili comme siège de la Commission, tant pour la tranquillité qui y regne si propice à la réalisation de travaux de ce genre, que pour l'appui que nous a toujours accordé le gouvernement chilien dans tous les domaines. Cependant, nous nous sommes rendu compte qu'il était très difficile d'embrasser de la capitale latino-américaine quelle qu'elle soit, tout le panorama du vaste territoire que nous devons étudier. Nous estimons donc qu'il y aurait lieu d'accomplir une partie de notre travail au Mexique; on pourrait y établir un bureau auxiliaire de la Commission qui nous permettrait de mieux étudier le Mexique lui-même, ainsi que les pays d'Amérique centrale et de la mer des Caraïbes. Il faut reconnaître qu'à notre grand regret nous avons dû négliger quelque peu l'étude de ces derniers pays, en raison des limites que nous imposent la distance et le manque de ressources. Etablir au Mexique un bureau auxiliaire de la CEPAL et approuver le budget que j'ai présenté, permettrait de donner à ce problème une solution satisfaisante; les dépenses supplémentaires que je prévois à cet effet seraient nécessaires de toute manière, que nous établissions ce bureau auxiliaire, ou que nous continuions à travailler exclusivement à Santiago. Je suis heureux de pouvoir annoncer que le Secrétaire général des Nations Unies a fait bon accueil à cette idée et qu'il se prépare à la mettre en pratique, lorsqu'auront eu lieu les consultations d'ordre administratif qui s'imposent en pareil cas.

Etablir ce bureau auxiliaire à Mexico nous permettrait de commencer immédiatement l'étude de quelques questions relatives à

/l'économie

l'économie de l'Amérique centrale; il serait très intéressant, par exemple, d'étudier s'il est possible d'y créer des industries d'intérêt mutuel, de sorte que celles d'un pays puissent servir également aux autres pays; les obstacles qu'oppose à l'expansion industrielle l'exiguïté bien connue du marchés de chaque pays d'Amérique centrale, seraient ainsi écartés. Il serait également très intéressant d'étudier bientôt le problème de la circulation commerciale sur la route panaméricaine; on ne le résout actuellement que par une série de mesures isolées et sans lien prises par les divers Etats; on n'a pu encore arriver à l'accord général qui permettrait d'utiliser au maximum toutes les facilités de circulation commerciale que cette route donne actuellement aux pays d'Amérique centrale et donnera certainement au reste de l'Amérique latine, une fois qu'elle sera terminée.

#### 8. Facteurs Favorables au succès de la CEPAL

Voici trois ans que la Commission a été créée; le moment est arrivé de revoir son mandat et de décider de son avenir. On a toujours eu confiance en nous et pensé que nous mènerions à bien notre mission; je suis heureux de reconnaître qu'on nous a donné tous les moyens nécessaires. L'expérience que la Commission a acquise durant ces années, qu'elle a dû s'occuper alternativement d'études ou de recherches de tâches pratiques, me permet d'affirmer que cet organisme réunit harmonieusement tous les éléments nécessaires à l'accomplissement des fins qu'elle se propose.

Puisque cette Commission va considérer le travail qu'elle a

/déjà effectuée

déjà effectuée et décider de son avenir, il me paraît bon d'énumérer ici les facteurs qui lui sont favorables.

Tout d'abord, nos travaux ont couvert un domaine, qui, s'il n'était pas entièrement inexploré, n'avait encore jamais fait l'objet de travaux systématiques d'analyse ou d'interprétation. Nos travaux n'ont pas fait double emploi avec d'autres, ils ont rempli les vides qui existaient, ils ont complété les recherches de nos prédécesseurs, répondant ainsi par leur contenu et leur vues d'ensemble, à un besoin qui existait depuis très longtemps en Amérique latine.

D'autre part, en tant que Directeur du Secrétariat, j'ai pu choisir mon personnel d'économistes avec rigueur, sans qu'interviennent dans ce choix les influences et les pressions qui gênent tant le bon fonctionnement des organismes de ce genre. Des économistes venus du Mexique, de Cuba, de l'Amérique centrale, du Brésil, de l'Argentine, du Chili, de la Bolivie, du Paraguay, de l'Uruguay, du Pérou et de la Colombie, auxquels nous n'avons pu encore adjoindre des experts d'autres pays, travaillent actuellement avec enthousiasme aux côtés d'un petit groupe d'économistes des États-Unis d'Amérique et de l'Europe. Nous sommes arrivés fort heureusement à un résultat des plus difficiles à obtenir: donner à ces travaux la cohérence et l'harmonie et leur imprimer une unité fondamentale de vues. Sans une inspiration commune, nous n'aurions pu y parvenir. De jeunes hommes de noble vocation après avoir achevé leurs études dans leur pays natal et fréquenté les meilleures universités étrangères, ont rencontré dans cet organisme

/un milieu

un milieu propices à leurs efforts tenaces. Un peu perplexes, au début, devant la distance qui séparait la théorie qu'ils venaient d'étudier et la réalité de l'Amérique latine, ils savent maintenant que notre situation est également susceptible d'être interprétée scientifiquement, à la lumière des théories générales. Ils voient que les problèmes que nous affrontons, avec un esprit libre de toute idée préconçue, peuvent faire l'objet de solutions rationnelles et compatibles avec la réalité de l'Amérique latine. J'ai grande confiance que de ce groupe de travailleurs enthousiastes émergent, avec le temps, des économistes éminents pour nos pays.

En troisième lieu, il faut relever l'influence considérable qu'a eue sur notre travail quotidien la bienveillance constructive avec laquelle les dirigeants du Département économique des Nations Unies ont bien voulu considérer cette expérience latino-américaine. Si j'ai dû souvent entrer en lutte ouverte, dans mes activités théoriques ou pratiques, avec certaines formules dogmatiques, dans lesquelles certains économistes des grandes puissances, prétendaient enfermer la réalité de l'Amérique latine j'ai compris, dès mes premiers contacts avec ces dirigeants que je n'avais aucune raison d'avoir des préoccupations de ce genre à leur égard. Loin de vouloir exercer sur nous la domination intellectuelle qui émane parfois subtilement du prestige et de l'autorité, ils nous ont encouragés à interpréter nous-mêmes les phénomènes qui nous concernent, convaincus que les pays d'Amérique latine ne pourront remplir le rôle qui leur échoit dans leur développement économique et dans le domaine

/de la coopération

de la coopération internationale que s'ils savent penser et agir librement. Je suis heureux qu'il en soit ainsi, et je voudrais dire combien nous ont été précieux cette compréhension et les conseils éclairés de personnes possédants une large expérience; il en est de même pour la mine de renseignements que le Département économique a mis à notre disposition.

Le quatrième facteur favorable à cet organisme a été la coopération que nous ont apportée les institutions spécialisées des Nations Unies. J'ai déjà mentionné le Fonds Monétaire International et la Banque Internationale qui nous ont donné d'excellentes informations; leurs fonctionnaires se sont toujours montrés prêts à discuter avec nous des problèmes communs. Il en est de même pour la FAO; afin de collaborer plus étroitement avec nous, elle va bientôt détacher à Santiago du Chili, un économiste distingué qui dirigera notre section agricole. Le Bureau international du travail, qui participe au Comité d'immigration de même que la FAO et d'autres organes internationaux, nous a également apporté une aide très précieuse.

Je voudrais mentionner, pour terminer, un dernier facteur qui n'est pas le moins important. Puisqu'elle fait partie du Secrétariat des Nations Unies, la CEPAL doit s'inspirer, dans ses travaux, de règles très strictes d'objectivité et d'impartialité; sans elles, ils perdraient leur caractère le plus important: celui d'être authentiquement latino-américains.

Le Secrétaire exécutif de la Commission est le représentant régional du Secrétaire général des Nations Unies; il est couvert par les dispositions de la Charte; aucun gouvernement n'a donc le /droit

droit de porter atteinte à l'indépendance avec laquelle nous devons accomplir notre tâche, en se proposant de faire prévaloir ses vues particulières.

9. Les possibilités d'une coordination satisfaisante entre la CEPAL et le Conseil économique et social interaméricain.

Tels sont les facteurs favorables qui se trouvent réunis dans notre organisation pour aider à son développement efficace. Trois années se sont écoulées et il va falloir réviser son mandat. À cet égard, il y a une anomalie évidente qui peut préoccuper avec juste raison: l'existence simultanée de deux organismes internationaux de fonctions semblables quoique non identiques, la Commission et le Conseil économique et social interaméricain. Je suis certain que l'on saura trouver une formule satisfaisante pour résoudre cette anomalie. Comme membre du Secrétariat, cette question ne me concerne pas, mais le bon fonctionnement de l'organisme dont je suis responsable me concerne directement.

On dit souvent que notre organisme fait double emploi avec l'organisme exécutif du Conseil Interaméricain économique et social. Il est curieux, Messieurs les Délégués, de constater que ce double emploi n'existe que dans l'abstrait, car en réalité elle ne s'est produit dans aucun cas. Et il m'est agréable de déclarer que mon distingué collègue, le Docteur Taylor, avec qui nous avons les relations les plus étroites et cordiales, reconnaît aussi qu'il ne s'est pas produit de double emploi dans nos travaux. Cependant, on fait valoir parfois que si le Conseil économique et social interaméricain augmentait le personnel très réduit qui s'est consacré jusqu'ici à des études

/économiques.



économiques ce chevauchement apparaîtrait nécessairement. A mon avis c'est là une autre idée fautive, car le fait que la CEPAL a étudié intensément les problèmes du développement économique, au point que, comme on l'a dit, celui-ci est devenu l'un de ses principaux objectifs, ne signifie pas qu'une autre organisation n'ait point un vaste champ d'action pour ses activités. En effet, il suffit d'un bref énoncé des problèmes que la CEPAL n'a pu encore considérer, non seulement par manque de ressources, mais parcequ'il est impossible d'aborder tant de problèmes à la fois, pour se rendre compte du très vaste champ d'action ouvert à deux institutions de recherche, ou même, à un plus grand nombre. Où sont, Messieurs les Délégués, les rapports sur le commerce interaméricain qui présente des problèmes si intéressants? Qui a pu trouver des renseignements précis et sûrs au sujet des transports de l'Amérique latine, et de tous les problèmes divers qu'ils posent? Quelle institution a considéré le problème de la population, spécialement de la population active et de ses déplacements dus au progrès technique? Où a-t-on fait des études systématiques sur le problème considérable que pose la concentration de l'industrie dans l'Amérique latine, avec de graves conséquences économiques et sociales? Croyez-vous que l'on ait étudié suffisamment le problème de la construction à bon marché dans l'Amérique latine, celui du coût de la vie, et celui de la composition de la consommation? Considérez vous, que les pays latino-américains aient fait toutes les études nécessaires au sujet du revenu national, et qu'il ne reste plus rien à faire pour améliorer leurs statistiques?

/Il suffit,

Il suffit, Messieurs, de considérer celles-ci et d'autres questions, pour se rendre compte de l'étendue du champ d'action. On ne conçoit pas qu'en Amérique latine, où il y a tant à faire à ce sujet, nous parlions de double emploi, alors que ce qu'il faudrait c'est consacrer beaucoup plus d'efforts à l'étude de ces problèmes et à la recherche des solutions.

Je crois donc, Messieurs les Délégués, que si l'on veut vraiment que cette organisation rende à l'économie latino-américaine les services qu'elle en attend, il faudra veiller à la fortifier et non à l'affaiblir, à en assurer l'indépendance et non à la restreindre. Dans le poste que j'occupe, j'aurais peut-être pu me mettre en rapport avec des pays latino-américains, et essayer d'influencer, dans un certain sens, l'opinion de fonctionnaires importants, mais je me suis délibérément abstenu de le faire. Non que je ne me soucie de l'avenir de cette organisation, qui m'intéresse par dessus tout, mais parce que ce que j'ai à dire, je le dis sans réticence, devant vous, Messieurs, dans la conviction qu'ils sauront arriver à des solutions impartiales et bien fondées. Je n'ai plus qu'une remarque à présenter. J'ai longuement travaillé dans mon propre pays et dans d'autres pays de l'Amérique latine; j'ai vu bâtir bien des choses avec optimisme, et j'en ai vu détruire d'autres, parfois par manque de réflexion et parfois avec l'intention fort louable de les améliorer et de les perfectionner. J'ai pu plus d'une fois observer comment on défaisait dans la nuit noire la toile laborieusement tissée dans la journée. Il est donc compréhensible, qu'après m'être attaché, aux côtés de mes

/collaborateurs

collaborateurs avec dévouement et enthousiasme à une oeuvre de longue haleine, je redoute maintenant que des mains étrangères, même bien intentionnées, rompent involontairement les fils d'une toile laborieusement tissée. Puissiez-vous éviter cela et préserver un instrument qui pourrait jouer un rôle considérable dans le développement économique de l'Amérique latine.

---

SECRET  
Page 11

of course the... of...  
for the... of...  
this... of...  
no... of...  
the... of...  
the... of...